

Unité départementale de Côte d'Or

Dijon, le 01 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ENTREPOT PETROLIER DE DIJON**

1 rue de l'Aspirant Pierrat

21600 LONGVIC

Références : 0005401255/2022-166

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 LONGVIC
- Code AIOT dans GUN : 0005401255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

L'établissement objet du présent rapport est composé principalement d'un stockage d'hydrocarbures liquides répartis en 7 réservoirs aériens. L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- SGS : Action nationale sous-traitance

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'établissement EPD vise à contrôler la gestion de la sous-traitance, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS). Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des procédures permettant d'encadrer la formation du personnel sous-traitant. L'exploitant a encadré la transmission d'informations concernant les risques de son site au personnel sous-traitant. Le tableau des correspondances Manuel HSEQ et de consignes spécifiques permet de retrouver rapidement les procédures correspondant à l'encadrement de la sous-traitance et de la prévention des risques.

L'inspection note le départ prochain de Mme COURTIER, qui sera remplacée par M. LEVEQUE. L'Inspection prend également note du projet de changement de poste de M. MASSENET (chef du dépôt).

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste de sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations. Il s'agit d'environ 50 entreprises. La liste peut être modifiée en fonction de besoins de travaux.  Le jour de l'inspection l'entreprise Alma est présente sur site. Elle est bien enregistrée sur la liste des sous-traitants fournie par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Incidents et accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Les entreprises sous-traitantes sont informées sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En effet, l'exploitant transmet aux entreprises sous-traitantes avant le commencement des travaux : <ul style="list-style-type: none"><li>• Plan de Prévention ;</li><li>• Consignes Générales de Sécurité.</li></ul> De plus une autorisation de travail est délivrée à chaque intervention.  Le personnel d'entreprise ALMA interrogé le jour de l'inspection a bien connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident/accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – plan de formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> La formation, concernant les risques associés à l'installation, pour les personnels des entreprises extérieures est assurée via le Plan de Prévention. Il est présenté au personnel intervenant lors d'une réunion sur site avant les travaux, ou alors transmis aux chefs d'équipe des entreprises sous-traitantes qui assurent la formation de ses employés.  Avant toute intervention sur le site l'exploitant s'assure que chaque intervenant a bien reçu le plan de prévention. Chaque intervenant confirme, par sa signature, d'avoir pris connaissance de celui-ci.  De plus, une vidéo à destination des entreprises intervenantes sur le site est diffusée aux intervenants. L'Inspection l'a également visionné. Les risques, les consignes de sécurités et la conduite à tenir lors d'un accident y sont notamment abordés.  L'entreprise ALMA, interrogée le jour de l'inspection, confirme avoir reçu la formation sur les dangers et les risques présentés par l'installation. Les signatures de 3 personnes de l'entreprise ALMA sont bien présentes sur le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM- Formation / documentation - contenu
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b>  Le Plan de Préventions comporte une liste complète des risques associés à l'installation notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• risques des appareils et canalisation à pression de liquides et à gaz ;</li><li>• risques ATEX ;</li><li>• risques bruits ;</li><li>• risques légionellose ;</li><li>• risques de noyades.</li></ul> Lors de réunion préalable à l'intervention, l'exploitant définit les risques pour lesquels l'entreprise intervenant serait davantage concernée (en fonction de l'endroit précis de l'intervention et la nature exacte des travaux à réaliser).  Il s'agit par exemple des risques électriques pour l'entreprise ALMA, qui intervient pour la maintenance sur PCC (postes de chargement des camions ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – fréquence et renouvellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats : Pour les travaux nécessitant un plan de prévention,</b> la formation, se déroule soit en présentiel sur le site directement avant intervention des entreprises sous-traitantes soit via la transmission par les chefs des équipes des entreprises sous-traitantes du plan de prévention. Chaque personne intervenante doit avoir connaissance du plan de prévention et du règlement général de sécurité.  Pour toutes les entreprises extérieures, les obligations sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- une autorisation de travail pour maximum une journée est établie avant chaque intervention et en complément du plan de prévention,</li><li>- une formation « sécurité » par visionnage de la vidéo de sécurité. Elle permet à nouveau de revoir les moyens de protection et d'intervention et les risques inhérents à l'intervention.</li></ul> L'ensemble des formations est renouvelée à une fréquence annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation - traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Les formations suivies par chaque personne concernée sont tracées via un registre pour chaque entreprise intervenante. Pas sondage, le registre de l'entreprise ALMA (présente le jour de l'inspection) et de l'entreprise ETF (présente la semaine précédente l'inspection) a été contrôlé. Le registre n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – procédures
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le registre (cf point précédant) relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées a été présentée à l'inspection des installations classées. Elle n'appelle pas de remarque.  L'exploitant tient à jour les justificatifs de formation pour l'ensemble des intervenants extérieurs. Une vérification par sondage a été effectuée.  Par ailleurs, l'ensemble des étapes concernant le choix des sous-traitants est décrit dans le Système de gestion de la sécurité (SGS) - Chapitre 7 - Réaliser les Travaux (Item 4 Conception et gestion des modifications).  Le chapitre 7 présente notamment, le parcours complet de validation d'une entreprise sous - traitante. Par sondage, certains éléments indispensables, selon l'exploitant, pour permettre à une entreprise d'intervenir sur le site, ont été vérifiés comme : <ul style="list-style-type: none"><li>• consultation et choix ;</li><li>• certification habilitation (RC1, RC2, habitation électrique) ;</li><li>• compétences techniques ;</li><li>• plan de prévention ;</li><li>• autorisation de travail.</li></ul> Le Chapitre 7 n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation - maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de procédures pour les installations et les équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées. Ces procédures définissent clairement les consignes à respecter lors de l'intervention.  Les procédures spécifiques sont diffusées aux entreprises extérieures avant l'établissement de l'autorisation de travail (transmission sur place ou via le responsable de l'entreprise sous-traitante pour les équipes intervenantes).  Par sondage, l'Inspection a vérifié que les procédures correspondent bien à l'activité de l'entreprises sous-traitante, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la procédure "GS FR EXP SLP 139" Maintenance et suivie Métrologique (présentée à la société Lacota qui travaille sur la maintenance des jaugeurs) ;</li><li>• la procédure "GS FR EXP SLP 156" Maintenance et contrôle des équipements et sondes de réception" (présentée à la société Larco/Autochime qui travaille sur la maintenance des détecteurs des hydrocarbures et le sonde de niveau).</li></ul> Observation : Les sous-traitants sont des entreprises extérieures. Pour cet item « maîtrise des procédés et d'exploitation), il convient que l'exploitant mette en place des procédures encadrant la gestion des entreprises extérieures (sous-traitants, fournisseurs, intérim, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Concernant plus précisément le permis feu, l'exploitant utilise un document référencé LO DT 0457 avec une date d'application au 1er septembre 2013 : <ul style="list-style-type: none"><li>• La durée de validité est d'une demie-journée ;</li><li>• La nature des dangers en fonction de l'intervention est bien spécifiée sur le document ;</li><li>• Les types de matériels qui peuvent être utilisés ainsi que les moyens de protection et de mise en œuvre figurent bien sur le permis ;</li><li>• Une vérification de mise en sécurité de l'endroit d'intervention est réalisée avant le départ de l'entreprise sous-traitante (rangement des outils, et des moyens de protection) ;</li><li>• L'exploitant procède également à une ronde de surveillance, qui fait partie des consignes d'exploitation.</li></ul> <p>La gestion de travaux par point chaud n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation - habilitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'Inspection a regardé les modalités de contrôle et de surveillance seulement avant les travaux.  Avant une intervention d'une entreprise sous-traitante, l'exploitant vérifie certains documents concernant l'aptitude du personnel à effectuer les tâches spécifiques. Parmi les documents vérifiés il y a : <ul style="list-style-type: none"><li>• CR1, CR2 ;</li><li>• l'habilitation électrique ;</li><li>• l'aptitude à la conduite en sécurité ;</li><li>• CACES ;</li><li>• les certificats compétence ATEX ;</li><li>• les attestations formation H<sub>2</sub>S, ARI ;</li><li>• la formation prévention de chutes de hauteur.</li></ul> Les documents sont photocopiés et stockés pour chaque société de la liste des sous-traitants. La date de validité de documents précités est vérifiée avec chaque intervention.  Par sondage le jour de l'Inspection, les habilitations et attestations de la société ALMA et ETF, délivrées par INTERFORA, INERIS, et d'autre organisme de formation professionnelles ont été contrôlées. Les dossiers des deux sociétés ont été jugés complets.  La procédure correspondante est décrite dans le Chapitre 7 du SGS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation - MMR
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'ensemble des procédures concernant la sélection des sous-traitants y compris ceux qui interviennent sur les MMR est détaillée dans le chapitre 7 "Réaliser les travaux" (item 4 de SGS).  La maintenance des MMR donne lieu à certaines spécifications supplémentaires, notamment concernant le détail des travaux. L'exploitant donne pour consigne pour les interventions sur les MMR de limiter leurs indisponibilités. Cette prérogative n'est pas demandée pour d'autres types de maintenances (hors MMR).  Par ailleurs, des procédures spécifiques (pour encadrer les indisponibilités des MMR) sont rédigées pour l'intervention sur les MMR (par exemple procédure EPD LI 802 Mode dégradé MMR ou encore LOPG300 Procédure travaux dépôt). Ces procédures sont communiquées aux sous-traitants avant l'intervention sur les MMR (cf. ci-dessus).  Lors de l'inspection, il a été constaté que la procédure EPD LI 802 (Item 5 Gestion des situations d'urgence) n'est pas correctement référencée dans le document SGS établi par l'exploitant (tableau de correspondances manuel HSEQ EE/ MIEL/ consignes spécifiques). En réalité, la procédure se trouve dans le chapitre 9 "Prévenir le risque" (Item 2 Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs).  <b>Il est demandé de vérifier au bon référencement de l'ensemble des procédures réunies dans le tableau.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> réponse par courrier

**Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercices, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les sous-traitants sont intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence via le Plan de Prévention pour l'évacuation mais n'interviennent dans le POI L'exploitant intègre tout le personnel présent sur site (y compris les entreprises extérieures) dans les exercices d'évacuation. Les entreprises extérieures n'interviennent dans le POI (pas de rôle dans le POI en termes de lutte contre l'incident ou l'accident.) mais sont intégrées dans l'évacuation du personnel, préalable au POI.(Exemple : chauffeurs des camions évacués lors de dernier exercice POI de 2021).  Les exercices POI ne sont pas organisés de façon spécifique en phase travaux.  L'entreprise sous-traitante ALMA interrogée le jour de l'inspection sur les modalités d'évacuation en cas d'accident, connaît bien le point de rassemblement et le comportement à adopter si l'alarme se déclenche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet